

Rapport Annuel 2024



Organisation
mondiale de la Santé
Gabon

Tables des matières

Abréviations, Acronymes & Sigles....	3
---	----------

Préface.....	4
---------------------	----------

Résumé.....	5
--------------------	----------

Introduction.....	6
--------------------------	----------

Leadership stratégique dans l'action sanitaire, diplomatie et action de plaidoyer.....	7
---	----------

Coordination de l'assistance technique axée sur la demande et les résultats.....	11
---	-----------

Renforcement de la performance du système de santé.....	12
---	----

Renforcement de la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles.....	13
--	----

Santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile, et de l'adolescent.....	18
---	----

Renforcement des capacités de préparation, surveillance et riposte face aux flambées épidémiques et autres urgences de santé publique et catastrophes.....	20
--	----

Bien-être et déterminants de la santé.....	21
---	----

Gestion opérationnelle et responsabilisation.....	22
--	-----------

Finance.....	23
Transport.....	23
Environnement de travail et esprit d'équipe.....	23

Prévention de l'exploitation et des abus sexuels.....	23
--	----

Défis et Perspectives 24

Défis rencontrés.....	24
Perspectives 2025.....	24

Conclusion..... 25

Etudes de cas d'impact 26

EC1 : Vers une Santé Inclusive : L'Impact de l'Approche Communautaire dans Départements Sanitaires au Gabon.....	27
--	----

EC12 : Révolutionner la Santé au Gabon : L'Impact Transformateur du DHIS2.....	29
---	----

EC3: Vers une Peau Saine : Le Combat du Gabon Contre les Produits Éclaircissants contenant du Mercure.....	31
--	----

EC4: Santé pour tous : Engagement Communautaire contre le VIH à Libreville	32
---	----

Abréviations, Acronymes & Sigles

CPN	Consultation prénatale
CPoN	Consultation post-Natale
CSU	Couverture Sanitaire Universelle
CTP	Chimaiothérapie préventive
DHIS2	District Health Information Software 2
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PVVIH	Personne vivant avec le VIH
TAR	Traitement antirétroviral
TPI	Traitement préventif intermittent
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
USAID	United States Agency for International Development
RSI	Règlement Sanitaire International
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

Préface



L'année 2024 restera gravée comme un tournant décisif dans l'histoire du système de santé gabonais. Pour la première fois, la redynamisation des soins de santé primaires a été érigée en priorité nationale, inscrite avec force dans le Plan national de développement sanitaire (PNDS 2024–2028). Ce choix audacieux témoigne d'une volonté politique claire : rapprocher la santé des populations, renforcer l'équité et bâtir un avenir plus sain pour tous.

Dans cet élan, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est tenue aux côtés du Gouvernement gabonais, en tant que partenaire stratégique engagé, mobilisant son expertise, ses ressources et son accompagnement pour concrétiser cette ambition. Notre appui s'est également étendu au renforcement des capacités du pays à faire face aux urgences sanitaires, dans un monde où les crises deviennent de plus en plus fréquentes et complexes.

Ce rapport retrace les contributions majeures de l'OMS à cette réforme essentielle. Il met en lumière les avancées vers la couverture sanitaire universelle, l'intégration de la santé communautaire, la promotion de la santé, et la résilience du système.

Il souligne aussi les progrès réalisés dans la gouvernance sanitaire, notamment grâce à l'introduction du DHIS2, un outil moderne et puissant pour une prise de décision fondée sur des données fiables.

Ces actions s'inscrivent dans le cadre de la stratégie de coopération 2024–2027, en parfaite harmonie avec le PNDS 2024–2028, et mises en œuvre en synergie avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

2024–2028, et mises en œuvre en synergie avec l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

Dans un contexte mondial marqué par des ressources limitées et des défis sanitaires croissants, ce rapport se veut à la fois un témoignage de notre engagement, un outil de redevabilité, et un appel vibrant à une mobilisation collective et durable pour la santé publique. Je vous invite à le parcourir avec attention. Il reflète non seulement les efforts conjoints déployés pour transformer le système de santé gabonais, mais aussi les espoirs et les engagements portés pour un avenir plus équitable et plus sain. Que sa lecture inspire, éclaire et mobilise chacun d'entre nous.

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance aux plus hautes autorités de la République Gabonaise pour leur vision éclairée, au ministère de la Santé pour son leadership constant, ainsi qu'à nos partenaires bilatéraux, multilatéraux et aux agences des Nations Unies pour leur confiance et leur collaboration. Mes remerciements les plus sincères vont également à l'équipe du Bureau pays de l'OMS, dont le professionnalisme et le dévouement sont une source d'inspiration.

L'OMS demeure pleinement engagée aux côtés du Gabon pour faire de la santé un droit effectif, un moteur de développement et un pilier de justice sociale.

Dr NSENGA Ngoy
Représentant résident par
intérim de l'OMS au Gabon

A stylized black ink signature of Dr. NSENGA Ngoy.



Résumé

En 2024, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a renforcé son appui au Gabon, dans un contexte sanitaire caractérisé par une double charge de morbidité de maladies transmissibles et non transmissibles, une mortalité maternelle préoccupante, ainsi qu'un accès encore limité aux soins de santé primaires.

Cet accompagnement, à la fois technique et financier, s'est matérialisé entre autres par :

- **La mobilisation de huit millions d'euros auprès du Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme**, accompagnée de l'instauration d'un dialogue structuré avec les parlementaires, en soutien aux réformes du système de santé et à la coordination sectorielle ;
- **L'élaboration de plans opérationnels dans quatorze départements sanitaires**, à la suite d'un diagnostic communautaire participatif, en vue de la mise en œuvre de la stratégie nationale de redynamisation des soins de santé primaires, fondée sur l'approche communautaire ;
- **L'introduction du système DHIS2**, ayant permis une gestion plus efficiente des données sanitaires et une amélioration du taux de complétude des rapports, passé de 60 % en 2023 à 85 % en 2024 ;
- **La validation de la liste nationale des médicaments et diagnostics essentiels**, facilitant un meilleur accès aux soins de qualité.

Dans le domaine de la lutte contre les maladies, l'OMS a soutenu l'actualisation des directives nationales relatives au paludisme, à la tuberculose (le taux de succès thérapeutique est passé de 57 % en 2022 à 65 % en 2024) et aux maladies tropicales négligées.

% en 2022 à 65 % en 2024) et aux maladies tropicales négligées. Par ailleurs, grâce à son appui aux campagnes communautaires, **44 nouveaux cas de VIH ont été mis sous traitement et 220 personnes vivant avec le VIH, précédemment perdues de vue, ont été réintégrées dans le circuit de soins**. L'organisation a également contribué à la vaccination de **plus de 20 000 enfants et femmes enceintes**.

En matière de **santé maternelle**, les praticiens disposent désormais de **directives cliniques nationales actualisées**, conformes aux normes de l'OMS et adaptées au contexte gabonais. Malgré un taux élevé d'accouchements assistés (93 % selon l'EDS 2019–2021), 50 décès maternels ont été enregistrés en 2024, ce qui demeure préoccupant. En réponse, l'OMS a intensifié ses efforts de sensibilisation pour la réalisation systématique des audits de décès maternels et l'exploitation de leurs résultats. Elle a également introduit **la carte de score de la santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente** (SRMNIA), et formé un pool de personnes ressources pour son utilisation, afin d'optimiser le suivi des performances, renforcer la redevabilité à tous les niveaux du système de santé, et mieux orienter les interventions prioritaires et les investissements en vue de réduire significativement la mortalité maternelle.

Dans le domaine de la préparation et de la riposte aux urgences sanitaires, l'OMS a entre autres, renforcé la surveillance épidémiologique par des **dons logistiques (véhicules, caméras thermiques)** et la formation de **72 points focaux à l'échelle nationale**.

L'OMS a également intensifié ses actions de **promotion de la santé**, en ciblant les comportements à risque et les déterminants environnementaux. Dans le cadre de la lutte antitabac, **près de 300 000 personnes ont été sensibilisées** grâce à des campagnes d'affichage et à des initiatives telles que « Administration sans tabac » et « Écoles sans nicotine ». **L'organisation a soutenu l'adoption de lois et décrets renforçant la réglementation sur les produits du tabac**, et contribué à **l'augmentation des taxes** sur ces produits.

Concernant les produits éclaircissants contenant du mercure, **plus de 500 professionnels ont été formés, 218 échantillons analysés, et deux produits interdits**. Une enquête a révélé **que 30 % de la population pratique la dépigmentation**, souvent sans connaissance des risques encourus. L'OMS a également appuyé la mise en œuvre de **la Convention de Minamata**, avec la sécurisation de **150 tonnes de polychlorobiphényles**, et le pays a obtenu **un financement de trois millions USD de la Banque mondiale** pour leur élimination. Un **observatoire national des produits chimiques dangereux** a par ailleurs été créé par décret.

Enfin, **6 000 guides pratiques sur l'allaitement ont été distribués**, et des professionnels de santé ont été formés à l'accompagnement des mères selon les normes internationales.

Malgré ces avancées, des défis subsistent. En 2025, l'OMS poursuivra son appui pour une mise en œuvre effective de la santé communautaire, en renforçant la qualité des soins à tous les niveaux, la prévention, la promotion de la santé, la préparation aux urgences, et la coordination des acteurs du secteur sanitaire au Gabon.

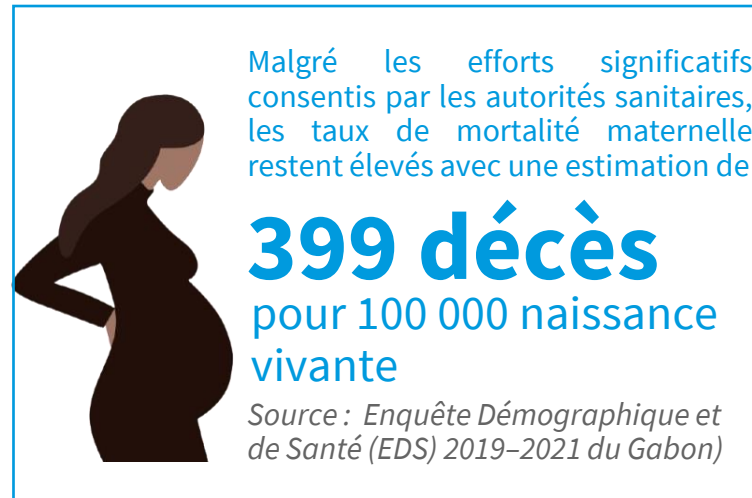
INTRODUCTION

Dans un contexte marqué par la persistance de multiples défis sanitaires, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), premier partenaire technique et financier du secteur de la santé, a réaffirmé son engagement aux côtés du Gouvernement gabonais en déployant, tout au long de l'année 2024, un appui technique et financier substantiel.

En effet, à l'issue de l'année 2023, le Gabon demeurait confronté à une situation sanitaire, marquée par une double charge de morbidité. La charge des maladies transmissibles telles que le paludisme, les infections respiratoires aiguës, les maladies diarrhéiques, la tuberculose et le VIH/SIDA continuaient de peser lourdement sur le système de santé, en particulier chez les enfants et les populations vulnérables.

Parallèlement, les maladies non transmissibles (MNT) telles que l'hypertension artérielle, le diabète, les maladies cardiovasculaires et les cancers connaissent une progression rapide, représentant près de 45 % des décès sur le territoire national (Source : PNDS 2024-2028, Résumé analytique, p.6).

À cette double charge de morbidité, s'ajoute un fardeau persistant de la mortalité maternelle, néonatale, infantile et infanto-juvénile, qui demeurent des indicateurs critiques de la performance du système de santé.



traduisant des lacunes dans l'accès aux soins obstétricaux d'urgence, la qualité des services de santé reproductive, et la disponibilité des ressources humaines qualifiées.

Bien que bénéficiant d'un taux de couverture d'assurance maladie universelle estimé à 76 % de la population (Sources : PNDS 2024-2028, p. 10.), le système de santé gabonais reste majoritairement orienté vers les soins curatifs tertiaires.

Cette orientation limite l'efficacité des soins de santé primaires, pourtant essentiels pour répondre aux besoins de base de la population. Les départements sanitaires, censés assurer l'offre de soins de proximité, se heurtent à plusieurs contraintes structurelles et organisationnelles : faible plateau technique, application partielle des protocoles, absence stratégie opérationnelle en matière de santé communautaire, faible mobilisation des communautés, contraintes d'accessibilité géographique difficile et dysfonctionnement au niveau de la gouvernance locale.

Face aux défis sanitaires du Gabon, le Plan opérationnel 2024-2025 de l'OMS a été conçu en cohérence avec les priorités nationales définies dans la Politique Nationale de Santé et le PNDS 2024-2028, socle de la réforme en cours du secteur. Le rapport 2024 met en avant les principales réalisations de l'OMS pour soutenir la couverture sanitaire universelle, réduire la mortalité maternelle et renforcer la résilience du système de santé. Il est structuré en trois volets : leadership stratégique et plaidoyer, coordination de l'assistance technique axée sur les résultats, et gestion opérationnelle avec un accent sur la redevabilité.

A photograph of two men in suits standing in a room with wood-paneled walls. The man on the left is wearing a light grey suit and a dark tie, while the man on the right is wearing a dark blue suit and a red tie. They are both holding a large, dark-colored plaque. The plaque features the World Health Organization logo and the text "Organisation mondiale de la Santé" and "Général". In the background, there is a framed portrait of a man in a military uniform and a flag with green, yellow, and blue stripes.

1

**Leadership stratégique
dans l'action sanitaire, diplomatie
et action de plaidoyer**

Malgré un environnement marqué par des ressources limitées, le bureau pays de l'OMS au Gabon a su faire preuve de dynamisme, d'agilité et d'un engagement constant. Il a consolidé son rôle de premier conseiller technique auprès du Ministère de la Santé tout en renforçant sa présence diplomatique, à travers des actions de plaidoyer ayant conduit à des résultats tangibles.

Face à la persistance des maladies telles que le VIH, la tuberculose et le paludisme, qui continuent d'affecter de nombreuses familles gabonaises, la nécessité de renforcer les moyens de lutte s'est imposée comme un impératif pour améliorer durablement la santé des populations. Ces pathologies, bien que évitables et traitables, représentent encore un fardeau important, notamment dans les zones où l'accès aux soins est limité.

Dès lors, la mobilisation de ressources supplémentaires s'est révélée essentielle pour combler les insuffisances en matière de prévention, de diagnostic et de traitement, et ainsi garantir à chaque citoyen un accès équitable à des services de santé de qualité.

C'est dans ce contexte que, l'OMS a assuré avec leadership la coordination technique du processus de soumission du Gabon à un nouveau cycle de financement du Fonds Mondial pour les composantes VIH, Tuberculose et Paludisme.

8 014 277 € 
Approuvés


Soutien aux
efforts nationaux
contre les maladies


Processus
inclusif et
rigoureux

Parallèlement, soucieuse de promouvoir une approche intégrée et multisectorielle de la santé entre appui technique et engagement politique, l'OMS a engagé un dialogue institutionnel avec les instances parlementaires, en particulier les membres de la Commission Santé de l'Assemblée Nationale.

Ces derniers ont été outillés sur le mandat et le rôle de l'OMS, les priorités de la stratégie de Coopération Pays 2024 - 2027, les défis persistants, ainsi que sur la mise en œuvre de la politique **"Tolérance Zéro"**.

Cette initiative visait à renforcer leur contribution au processus législatif, en vue d'encourager l'adoption de réformes structurelles et d'investissements durables dans le secteur de la santé, dans l'intérêt supérieur de la population gabonaise.

Face à la complexité croissante des enjeux sanitaires au Gabon (qu'il s'agisse de la résurgence de certaines maladies, du besoin de renforcer les capacités du système de santé ou encore de garantir un accès équitable aux soins), la consolidation de partenariats solides et durables s'est affirmée comme un axe stratégique majeur en 2024.

Dans cette perspective, le Bureau pays de l'OMS a placé le renforcement de la coopération bilatérale au cœur de son action, en multipliant les concertations de haut niveau avec des partenaires techniques et financiers clés.



À travers une série d'audiences de travail ciblées, l'OMS a su engager le dialogue avec des partenaires clés tels que l'OCEAC, l'ambassadeur du Japon, la JICA, le département d'État des États-Unis et la République d'Afrique du Sud. Ces échanges empreints de franchise et de vision partagée, ont permis de susciter un engagement concret en faveur de l'appui aux priorités sanitaires nationales.

À moyen et long terme, ces partenariats devraient permettre d'accélérer la mise en œuvre de programmes de santé à fort impact, notamment dans les domaines de la lutte contre les maladies transmissibles, de la santé maternelle et infantile, du renforcement de la surveillance épidémiologique, et de la préparation aux urgences sanitaires. Ils contribueront également d'améliorer la coordination des ressources, de promouvoir des approches innovantes en matière de soins, et de renforcer la gouvernance du secteur de la santé.

En somme, ces efforts convergent vers un objectif commun : l'amélioration durable des indicateurs de santé et le rapprochement effectif des services de santé des populations les plus vulnérables.

L'OMS a publié sa **stratégie de coopération 2024-2027** avec le Gabon (<https://iris.who.int/handle/10665/379691>), axée sur **cinq priorités** : améliorer le système de santé, lutter contre les maladies, promouvoir la santé à chaque étape de vie, renforcer la préparation aux urgences sanitaires, et promouvoir le bien-être et les déterminants de la santé.

Ancrée dans les réalités sanitaires du pays, cette Stratégie de coopération de l'OMS avec le Gabon 2024-2027 » est un levier essentiel pour orienter la contribution de l'OMS à la mise en œuvre efficace du Plan national de développement sanitaire (PNDS) 2024-2028 du pays. Il s'aligne étroitement sur les huit axes stratégiques du PNDS, notamment le renforcement de la gouvernance, la progression vers la couverture sanitaire universelle, la lutte contre les maladies, la santé à toutes les étapes de la vie, et la préparation aux urgences sanitaires.

En ciblant les faiblesses structurelles du système de santé gabonais (telles que la faible performance des soins primaires, les ruptures de médicaments, et l'inégalité d'accès aux services).

Cette stratégie propose des interventions concrètes et coordonnées pour améliorer la qualité, l'équité et l'efficacité des soins. Elle met également l'accent sur la santé communautaire, la participation des populations, et l'intégration des déterminants sociaux et environnementaux de la santé. Grâce à une approche multisectorielle et un budget de plus de 25 millions de dollars, elle mobilise l'ensemble des parties prenantes pour transformer durablement le système de santé.

Sa mise en œuvre contribuera directement à la réduction de la mortalité évitable, à l'amélioration du bien-être des populations, et à un progrès significatif vers les Objectifs de développement durable³ au Gabon.

Dans cette dynamique, l'OMS a accompagné le Gabon dans le développement d'une stratégie pour la redynamisation des soins de santé primaire, fondement indispensable pour garantir une offre de soins de proximité, intégrée et centrée sur les besoins réels des populations.

Ce soutien s'est doublé d'un engagement actif en matière de mobilisation des ressources techniques et financières, notamment à travers la soumission d'appels à propositions et la mise en œuvre de l'initiative H4, qui fédère quatre agences résidentes des Nations Unies au Gabon (OMS, UNICEF, UNFPA, ONUSIDA).

Cette mutualisation des efforts vise à capitaliser sur la complémentarité des mandats, renforcer la coordination inter-agences, éviter les duplications, et optimiser l'impact des interventions dans les départements sanitaires ciblés.

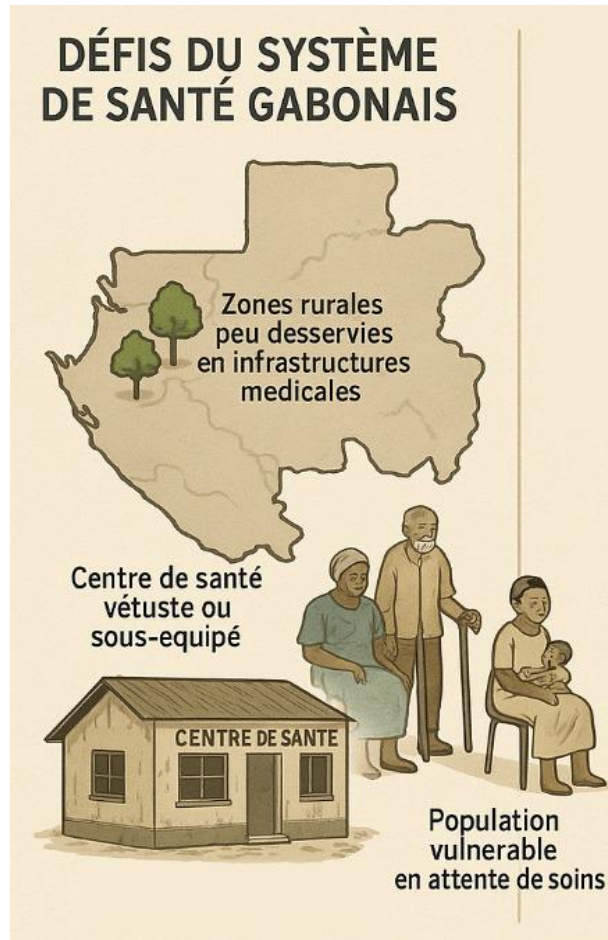
En unissant leurs expertises et ressources, ces agences accompagnent le pays dans l'exécution des plans opérationnels intégrés, avec pour finalité d'améliorer l'accès aux soins, la qualité des services de santé, et la prise en charge des besoins prioritaires des populations, en particulier les femmes, les enfants et les groupes vulnérables. Cette approche collaborative permet ainsi de maximiser les résultats pour la santé publique tout en renforçant la cohérence de l'action internationale au service du développement sanitaire du Gabon.

Dans cette architecture d'action intégrée, la communication a joué un rôle stratégique dans la valorisation des actions de santé publique au Gabon. Grâce aux canaux numériques et médiatiques, l'OMS a diffusé 2 histoires d'impact, 6 articles et 145 publications, touchant plus de 320 000 personnes sur des thèmes majeurs comme le paludisme, le VIH/SIDA et la vaccination. Deux émissions télévisées ont également renforcé la sensibilisation à grande échelle.

2

Coordination de l'assistance technique axée sur la demande et les résultats





Le **PNDS 2024-2028** a ainsi retenu comme priorité stratégique la redynamisation des soins de santé primaires, en vue de renforcer la

résilience du système et d'améliorer les indicateurs de santé.

Dans ce contexte, l'OMS a collaboré étroitement avec le ministère de la Santé pour opérationnaliser cette orientation, à travers une stratégie d'appui ciblée visant à améliorer l'organisation, la qualité et l'efficacité des services de santé.

A la suite du diagnostic communautaire réalisé dans 14 départements sanitaires représentant **64%** de la population totale, il revient que pour les communautés et le personnel de santé, **les priorités des 4 prochaines années** doivent s'aligner sur la vaccination, l'implication des communautés dans la gouvernance sanitaire, la lutte contre le paludisme, le VIH et la Tuberculose, l'HTA, le diabète, la mortalité maternelle, et le rapprochement de l'offre des services près de la population à travers l'intensification de l'ensemble des services (Promotionnels, préventifs, curatifs, et palliatifs).

Objectif du plan opérationnel consolidé élaboré sous l'accompagnement technique et financier de l'OMS : renforcer l'accès équitable à des services de santé de qualité, intégrés et centrés sur les besoins des communautés, en intensifiant les interventions promotionnelles, préventives, curatives et palliatives dans les 14 départements sanitaires prioritaires, afin de réduire la charge des maladies prioritaires (paludisme, VIH, tuberculose, HTA, diabète) et la mortalité

maternelle, tout en consolidant la participation communautaire à la gouvernance sanitaire d'ici 2028.

A travers cette stratégie, l'OMS entend diriger plus de **50% de ces ressources** directement au niveau opérationnel. Cette démarche vise à garantir une meilleure continuité des soins, à renforcer les capacités des structures de santé de base, et à rapprocher les services essentiels des communautés, contribuant ainsi à une amélioration tangible de l'état de santé de la population gabonaise.

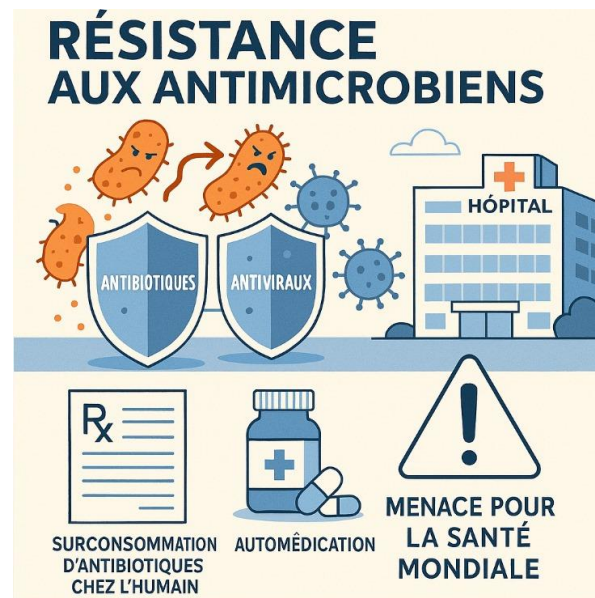
L'étude de cas n°1, présentée en annexe, illustre de manière concrète les actions entreprises dans ce domaine en vue de garantir, **d'ici 2028**, un accès équitable, sûr et de qualité aux soins de santé pour **64% de la population gabonaise**.

L'OMS a facilité des discussions sur la gouvernance financière, identifiant les inefficacités de la CNAMGS. Les réformes proposées visent à optimiser les allocations budgétaires, renforcer la transparence et garantir une couverture sanitaire universelle, avec l'élaboration des comptes de santé 2020-2023.

Médicaments et autres produits médicaux

Au Gabon, l'absence d'une liste actualisée des médicaments et diagnostics essentiels, conjuguée à une coordination limitée entre les laboratoires, constituait un obstacle majeur à l'accès équitable à des soins de qualité. Cette situation compromettait la disponibilité des traitements prioritaires, ralentissait les diagnostics, et affaiblissait la capacité du système de santé à répondre efficacement aux urgences sanitaires, avec des répercussions directes sur la santé des populations, notamment les plus vulnérables.

En 2024, l'OMS a apporté un appui technique déterminant, ayant permis la validation de la liste nationale des médicaments et diagnostics essentiels, garantissant ainsi une meilleure orientation des approvisionnements et une utilisation rationnelle des ressources médicales. Par ailleurs, la création d'un réseau de laboratoires a renforcé les capacités de détection et de surveillance des maladies. L'OMS a également soutenu le renforcement institutionnel de l'Agence du Médicament et la mise en place d'une plateforme de lutte contre les médicaments falsifiés. Ces avancées contribuent à améliorer la qualité des soins, à renforcer la sécurité sanitaire et à protéger durablement la santé de la population gabonaise.



En vue de renforcer la réponse nationale à la résistance aux antimicrobiens (RAM) et en vue d'améliorer la sécurité ainsi que l'efficacité des traitements antimicrobiens, l'OMS a appuyé le Gabon dans la révision des textes régissant le Comité RAM. Cet appui s'est traduit par la mise à disposition de prescriptions standardisées pour les antibiotiques, ainsi que de fiches techniques relatives à la gestion des déchets issus des antimicrobiens, contribuant ainsi à la sécurité sanitaire et à la réduction de leur impact environnemental.

Système d'information sanitaire

Le Gabon s'est inscrit sur la liste des pays utilisant le DHIS2 depuis décembre 2024. Cette réalisation clé obtenue à travers un financement et appui technique de l'OMS et du Fonds Mondial, permettra au pays de renforcer la numérisation des données sanitaires, en vue d'améliorer la qualité, promptitude et complétude pour faciliter la prise de décision sur base de données factuelles. Ainsi, l'OMS a facilité la configuration et le paramétrage des indicateurs dans le DHIS2, y compris les KPI de son Treizième Programme Général de Travail. Aussi, 122 data managers et 10 directeurs régionaux de la santé de l'ensemble des 51 départements et 10 régions ont été formés à l'utilisation du DHIS2. Le système intègre l'ensemble des structures sanitaires publiques fonctionnelles, et l'extension pour les structures privées se fera en 2025. L'annexe 2 présente une étude de cas d'impact sur le DHIS2.

Paludisme

1 ère cause de consultation, et de décès chez les enfants de moins de 5 ans. En 2024, l'appui de l'OMS a permis au Gabon de bénéficier d'un financement du Fonds Mondial de 3220800 Euros pour renforcer la prévention à travers une campagne de distribution des moustiquaires, et de disposer désormais des Directives nationales de lutte contre le paludisme actualisées conformément aux dernières recommandations de l'OMS (octobre 2023) puis de former les prestataires de soins sur ces nouvelles directives. A travers ces réalisations, les résultats attendus les prochaines années sont entre autres :

Impact direct sur la lutte contre le paludisme

- 🎯 Réduction significative de l'exposition des populations aux piqûres de moustiques vecteurs, en particulier chez les enfants et les femmes enceintes à travers l'utilisation des moustiquaires, contribuant ainsi à la réduction de l'incidence de la maladie.
- 🎯 Amélioration de la qualité des soins : Les prestataires formés appliqueront des protocoles actualisés, assurant un diagnostic plus précis, un traitement plus efficace et une meilleure prise en charge des cas.
- 🎯 Réduction des erreurs médicales : L'uniformisation des pratiques réduit les écarts dans la qualité des soins entre les régions et les structures sanitaires.

Impact sur la santé de la population

- 🎯 Réduction de la morbidité et de la mortalité liées au paludisme, notamment chez les enfants et les femmes enceintes.
- 🎯 Diminution significative de complications graves grâce à une prise en charge rapide et adaptée.
- 🎯 Diminution des dépenses de santé pour les ménages, en réduisant les hospitalisations et les traitements prolongés.
- 🎯 Renforcement de la confiance des populations dans le système de santé, favorisant le recours précoce aux soins.
- 🎯 Allègement de la pression sur les structures de santé, grâce à la baisse du nombre de cas graves.
- 🎯 Renforcement de la résilience communautaire face aux épidémies de paludisme.

VIH/SIDA



L'OMS a contribué à ces résultats à travers plusieurs interventions dont l'appui à l'organisation d'une campagne de sensibilisation, dépistage et traitement de proximité dans des lieux de grande affluence de la capitale Libreville via la mise à disposition de tests de dépistage VIH et la prise en charge des coûts opérationnels.



Tuberculose

Le pays continue de faire d'énormes efforts malgré les multiples défis. Le taux de succès thérapeutique des cas de tuberculose est amélioré de 57% en 2022 à 65% en 2024. L'appui de l'OMS s'est accentué sur le renforcement de la gouvernance pour une lutte plus cadrée de la TB. Il a permis au pays de :

- 🎯 Disposer des directives TUB conformes aux recommandations de la région africaine, sur la prise en charge des cas de Tuberculose pharmaco-sensible et pharmaco-résistante chez l'adulte et l'enfant, ainsi que sur la co-infection TB/VIH et le traitement préventif de la tuberculose conformément aux dernières recommandations de l'OMS.
- 🎯 Disposer d'un Plan stratégique national de lutte contre la Tuberculose 2024-2028 élaboré, validé et disponible.
- 🎯 Près de 300 professionnels de santé (médecins, pharmaciens, biologistes, étudiants en médecine) ont actualisé leurs connaissances sur les dernières lignes directrices OMS pour le traitement de la tuberculose pharmaco-sensible et pharmaco-résistante chez adultes et enfants.
- 🎯 220 travailleurs d'entreprises pétrolières, minières, mairies, Gabon Télévisions, Maison de la Radio et 686 élèves de Libreville ont été sensibilisés sur la transmission, prévention et prise en charge de la tuberculose lors de la Journée mondiale 2024.

Maladies tropicales négligées

Actions OMS pour la lutte contre la Trypanosomose Humaine Africaine (THA) dans les trois départements endémiques de la province de l'Estuaire et dans la Province de l'Ogooué Ivindo:

- 🎯 Approvisionnement du Ministère de la santé en réactifs, consommables, équipement et médicaments pour le dépistage et le traitement des cas de **THA, Ulcère de Buruli, Lèpre et géohelminthiases** : 01 centrifugeuse à micro hématocrite, 1000 tests CATT, 1000 accessoires CATT, 520 tests de diagnostic rapide, 20 flacons de Pentamidine, 100 ampoules d'eau pour préparation injectable, 02 kits de traitement trypano NECT , 936 000 comprimés d'Albendazole, 1000 capsules de Clofazimine.
- 🎯 Formation de 61 personnels de santé sur la surveillance de la THA : **10 médecins, 10 infirmiers, 04 santé publique dont 02 épidémiologistes, 02 hygiénistes, 03 communicateurs, 02 gestionnaires de données.**

Cet appui a permis au programme d'organiser une campagne de sensibilisation qui a touché 1493 personnes dans les villages des trois départements cibles, sur les modes de transmission, les moyens de prévention, de dépistage, diagnostic, et de traitement de la THA ; dont 01 cas dépisté positif et 03 cas suspects.

Appui à l'élaboration et la validation :

- 🎯 Du **Plan directeur national intégré** de lutte contre les Maladies tropicales Négligées 2024-2028 selon une approche multisectorielle

- 🎯 Des **rapports épidémiologiques** de l'année 2023 sur la lèpre, l'Ulcère de Buruli, la rage, les envenimations par morsure de serpent et la Trypanosomiase humaine Africaine élaborés et partagés.

Maladies non transmissibles

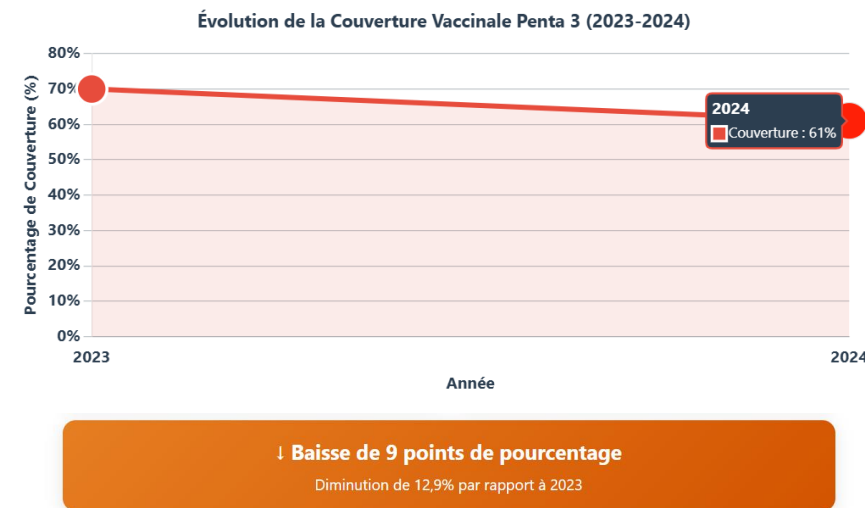
La restructuration du programme national de lutte contre les maladies non transmissibles au Gabon, soutenue par l'OMS, a permis la nomination d'une nouvelle coordinatrice nationale et la mise en place de pistes de collaboration avec des sociétés savantes pour améliorer la gestion des principales maladies non transmissibles et de la drépanocytose.

En 2024, plus de 300 personnes ont été dépistées et sensibilisées sur le diabète et l'Hypertension artérielle lors de la Célébration de la Journée mondiale de lutte contre les maladies non transmissibles dans l'ensemble du pays. Ce résultat n'est pas sans un soutien accru de l'OMS qui s'est traduit par :

Renforcement de la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles

- renforcement des connaissances de 10 médecins Cardiologues du Bureau de la Société gabonaise de Cardiologie sur les nouvelles lignes directrices de l'OMS sur le dépistage et le traitement de l'hypertension artérielle en première intention au niveau des structures de soins primaires dans le cadre du paquet technique HEARTS de l'OMS pour la gestion des maladies cardiovasculaires. Un **plan d'action** pour la mise en œuvre des stratégies **HEARTS et WHO PEN** a été élaboré.
- amélioration des compétences d'environ 100 prestataires de santé (médecins, infirmiers, biologistes) sur la prise en charge du diabète ; et cardiologues.
- désignation d'un médecin neurologue comme point focal pour la surveillance de l'épilepsie.
- renforcement des compétences de deux (2) gynécologues, dont la directrice du programme national de lutte contre les cancers, sur les méthodes de dépistage des cancers dans le cadre de l'initiative CanScreen5 pour les pays francophones d'Afrique.

Vaccination



Source : Données administratives 2023 et 2024

Résultats activités de vaccination intensifiées couplées à la riposte à l'épidémie de diphtérie dans la région du Nord, sous appui OMS:

- 0-11 mois:** 747 enfants zéro dose et 827 rattrapés ; 1 026 vaccinés contre la rougeole ; 1 583 ont reçu la vitamine A.
- 12-59 mois:** 624 zéro dose et 427 rattrapés ; 1 202 vaccinés contre la rougeole ; 3 490 ont reçu la vitamine A.
- 6-14 ans:** 16 272 vaccinés contre le tétanos et la diphtérie (61 % de couverture).
- Femmes enceintes:** 1 196 vaccinées contre le tétanos.



La mortalité maternelle demeure un enjeu majeur de santé publique au Gabon, avec un ratio en augmentation.

Plusieurs facteurs structurels contribuent à cette situation préoccupante de décès maternels: une qualité insuffisante des soins obstétricaux malgré un taux élevé d'accouchements assistés (93 %), des ruptures fréquentes de médicaments essentiels, un plateau technique souvent inadapté, ainsi qu'une application limitée des normes cliniques.

À cela s'ajoutent un faible recours aux méthodes modernes de contraception (17 %), une couverture incomplète des soins de santé primaires, et l'absence de mécanismes systématiques d'audit des décès maternels.

Ces constats, mis en évidence dans la **Stratégie de coopération OMS-Gabon 2024-2027**, soulignent l'urgence de renforcer la qualité des soins, la gouvernance du système de santé et la redevabilité à tous les niveaux, afin d'inverser cette tendance et de préserver des vies.

Dans cette optique, l'OMS a apporté un appui technique à travers la formation de **24 professionnels de santé aux mesures PCI-WASH** dans les services de santé maternelle et infantile, à la suite d'une évaluation menée dans les structures sanitaires des régions du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Maritime.

Par ailleurs, l'Organisation a accompagné le pays dans la mise à jour et la validation des directives nationales relatives aux consultations prénatales (**CPN**), postnatales (**CPoN**) et à la planification familiale en post-partum.

Ces documents actualisés ont été diffusés dans les structures sanitaires afin de permettre aux praticiens de s'approprier afin de fournir des soins conformément aux protocoles nationaux, alignés sur les recommandations de l'OMS.

En matière de gestion des données liées à la santé durant tout le cycle de vie, l'OMS a soutenu la mise en place de la carte de score SRMNIA, incluant un consensus sur 25 indicateurs à renseigner régulièrement et la création d'un pool de personnes ressources compétentes pour utiliser cette plateforme.

Renforcement des capacités de préparation, surveillance et riposte face aux flambées épidémiques et autres urgences de santé publique et catastrophes

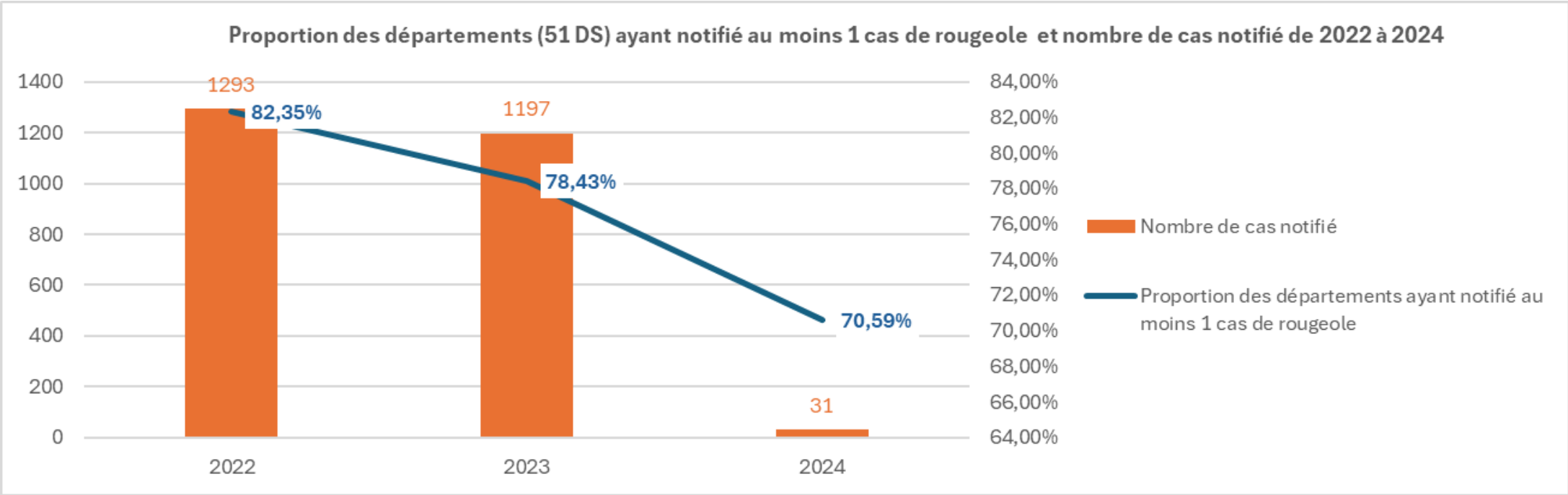
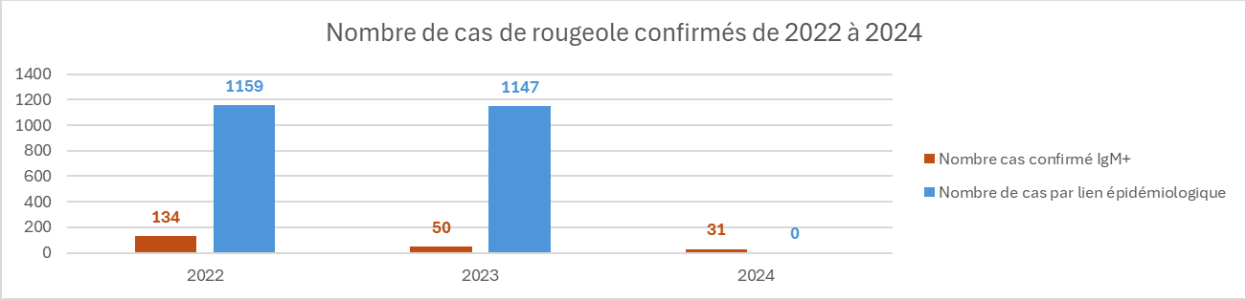
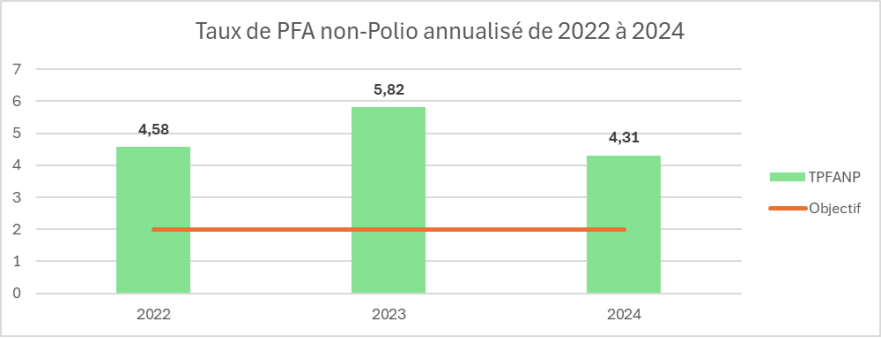


L'OMS Gabon, sous **financement USAID**, a fait un **don d'un Véhicule Pick up 4*4 Land Cruiser** à la base d'épidémiologie et de lutte contre les endémies de Libreville Owendo Akanda. Ce don **visé à combler l'absence de moyens logistiques** pour le suivi des sites de surveillance, la supervision des formations sanitaires et le transport des échantillons vers les laboratoires de référence. Le véhicule permettra de **renforcer la surveillance épidémiologique, l'investigation des cas et l'atteinte des objectifs d'élimination des maladies évitables par la vaccination**.

Dans la même lancée, l'OMS a fait don de **trois caméras thermiques** installées aux principaux points d'entrée de Libreville (deux à **l'aéroport, une au port**) pour renforcer le contrôle sanitaire des passagers durant la riposte contre Mpox. Cette initiative a contribué à contenir l'épidémie en deux mois.

L'OMS a aussi renforcé les capacités des **72 points focaux surveillance** à l'échelle nationale, ce qui a permis la détection rapide de cas de diphtérie dans le nord du pays et une réponse vaccinale appropriée.

Renforcement des capacités de préparation, surveillance et riposte face aux flambées épidémiques et autres urgences de santé publique et catastrophes



La consommation de tabac au Gabon constitue un problème de santé publique préoccupant, notamment chez les jeunes, avec une mortalité et morbidité liées au tabagisme, à l'alcoolisme et aux addictions estimée à 17 % (715 cas pour 4 145 habitants), selon le Plan national de développement sanitaire 2024–2028.

Face à cette situation, le pays a intensifié la lutte contre les risques liés au tabac et à la nicotine en renforçant la législation et la réglementation, notamment par l'adoption d'un nouveau projet de loi sur les produits du tabac et base de nicotine, de décrets sur l'interdiction du commerce illicite des produits du tabac et d'arrêtés sur la composition des produits du tabac.

Grâce au plaidoyer et à l'appui de l'OMS, les taxes sur les produits du tabac ont été augmentées, près de **300 000 personnes** ont été sensibilisées sur les méfaits du tabac à travers une campagne d'affichage dans la ville de Libreville et à travers des sensibilisations sur le respect de la réglementation nationale sur l'interdiction de fumer dans les lieux publics.

Dans ce cadre deux initiatives majeures ont été lancées à savoir “ l'administration sans tabac et Ecole, Lycée, Université et Grandes Ecoles sans tabac, ni nicotine. Aussi, la lutte contre le mésusage des médicaments et la consommation de drogues a été intensifiée.

En outre, avec le soutien de l'OMS, et dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de Minamata, le Gabon a entrepris une vaste campagne de sensibilisation auprès des parties prenantes concernant la réglementation interdisant les produits cosmétiques éclaircissant contenant du mercure.

En effet, selon le Plan d'Action National du Gabon pour l'extraction artisanale et à petite échelle de l'or, élaboré dans le cadre de la Convention de Minamata sur le mercure, l'utilisation de mercure dans ce secteur est actuellement quasi inexistante, estimée entre 0 et 50 grammes par an, bien que le pays reste exposé à un risque élevé d'introduction future de ce produit. C'est donc pour mitiger ces risques que plus de 500 commerçants et professionnels de la santé ont été formés, et de nombreux produits ont été soumis à des tests de détection du mercure.

De plus, une enquête CAP a été réalisée afin de mieux comprendre les facteurs déterminants de l'utilisation des produits éclaircissants contenant cette substance.

Dans le cadre de la mise en œuvre des Conventions de Bâle, Rotterdam et Stockholm, le pays a également interdit les produits contenant du mercure et sécurisé 150 tonnes de PCB, avec un projet de 3 millions de dollars approuvé par la Banque Mondiale pour leur élimination. Un décret créant un observatoire national des produits chimiques dangereux a également été adopté en conseil interministériel.

Sur le plan nutritionnel, le taux d'allaitement maternel exclusif au Gabon est passé de 6 % en 2012 à 19 % en 2021, selon l'UNICEF. Malgré cette amélioration, des efforts restent nécessaires pour atteindre les ODD d'ici 2030. Pour y contribuer, l'OMS a distribué 6 000 guides actualisés et formé les professionnels de santé à l'accompagnement des femmes, selon les normes internationales.

3

Gestion opérationnelle et responsabilisation



Le bureau pays a mobilisé à nouveau, **8 experts nationaux** dans les domaines de la surveillance des maladies, finance, soins cliniques, et logistique, pour appuyer la mise en œuvre de sa stratégie de coopération avec le Gabon 2024 – 2027, à travers l'exécution de son budget programme 2024 -2025. Ainsi, un **total de 33 personnels** a contribué durant l'année, a obtenu les réalisations et a atteint les résultats ressortis dans ce rapport.

Parc automobile

Le bureau pays a renforcé son parc automobile à travers l'acquisition de **deux (2) nouveaux véhicules** en remplacement de deux véhicules réformés. Ces véhicules acquis sous financement USAID, permettront au bureau d'avoir plus de faciliter à atteindre les zones difficiles d'accès pour renforcer les capacités des agents de santé de ces zones, et apporter les soins de qualités aux différentes populations.



Environnement de travail et esprit d'équipe

Bien qu'ayant pas pu organiser une retraite en 2024, le bureau a mis un accent particulier sur le maintien d'un environnement de travail convivial, et le renforcement de l'esprit d'équipe. A cet effet, tout le staff a bénéficié à nouveau, de briefing sur les valeurs de l'OMS, et chaque staff a signé la charte des valeurs.

La lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels a été aussi une priorité. Tout le personnel (**staff, consultants, UNV**), ainsi que les parlementaires de la république ont bénéficié d'un briefing sur la politique « **TOLERANCE ZERO** ».

En outre, l'autre événement marquant de l'année fut spécialement, la fin de mission au Gabon du **Dr BAGAYOKO Magaran Monzon, Représentant Résident de l'OMS au Gabon de 2019 à 2024**.



Après cinq années d'engagement au service du renforcement du système de santé au Gabon, le moment était venu pour le **Dr BAGAYOKO Magaran Monzon** de poursuivre son engagement au sein de l'organisation, en apportant désormais son expertise au Cameroun.

Le Dr Magaran Monzon Bagayoko a officiellement pris congé des autorités gabonaises et de ses partenaires à l'occasion de son départ. Il a exprimé sa gratitude pour la qualité du partenariat entre l'OMS et le Gabon lors de rencontres avec les institutions, les agences onusiennes, les partenaires techniques et le personnel local. Il a salué les avancées collectives, notamment en matière de riposte aux épidémies et d'amélioration de l'accès aux soins. Enfin, il a réaffirmé l'engagement de l'OMS à soutenir le Gabon pour renforcer durablement son système de santé.



Mr Raymond Ndong Sima, 1^{er} Ministre de la Transition (à Gauche) ; et Dr BAGAYOKO Magaran Monzon (à droite)



Pr Adrien MOUGOUGOU, Ministre de la Santé (à Droite) ; et Dr BAGAYOKO Magaran Monzon (à Gauche)

Défis rencontrés



Faible fonctionnement de la cellule de coordination des partenaires du ministère de la santé pour une mutualisation des ressources



Insuffisance de ressources pour la mise en œuvre effective des plans opérationnels pour la redynamisation des soins de santé primaires

Perspectives 2025



Mise en œuvre effective de la santé communautaire

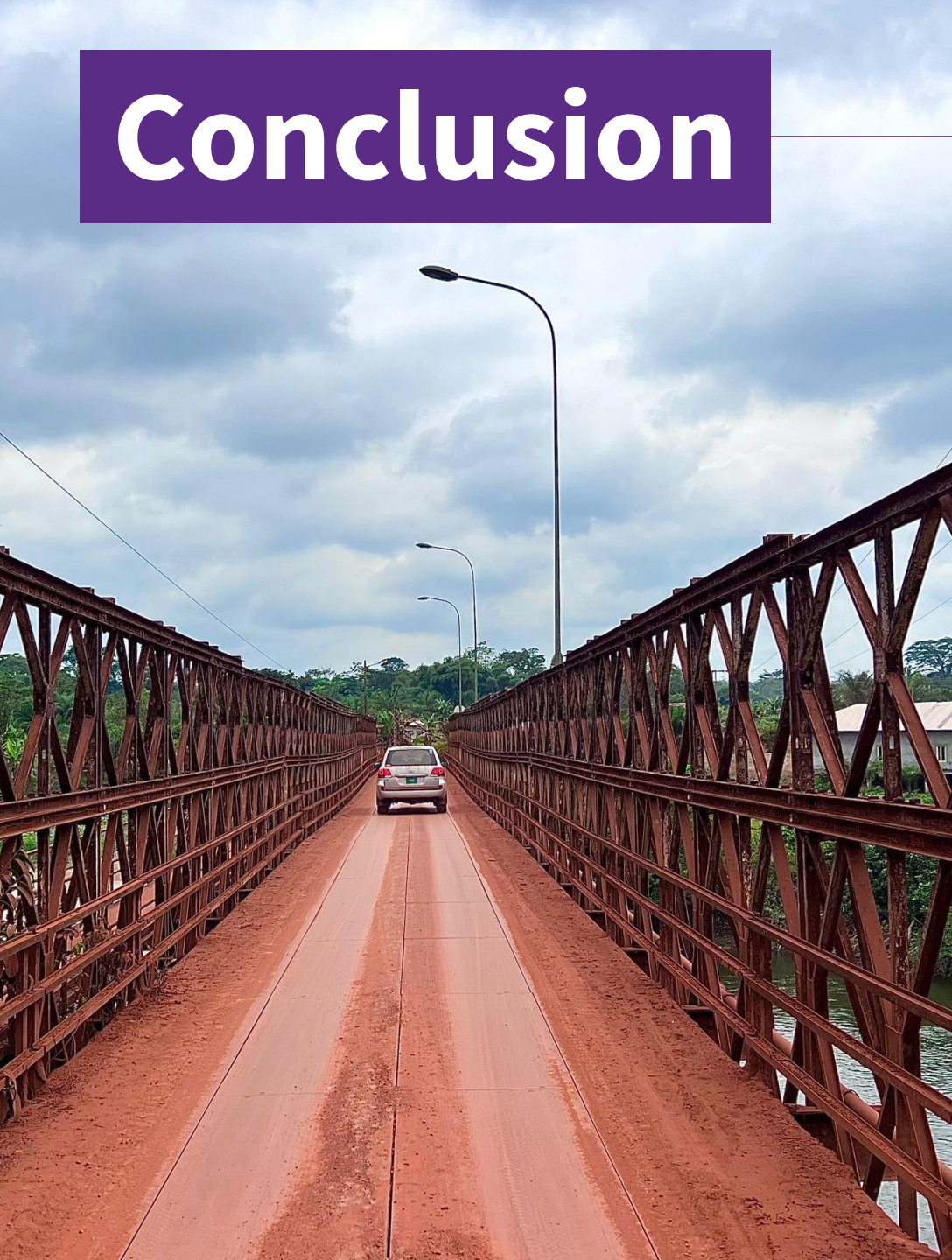


Poursuite de l'appui au niveau central



Poursuite de l'appui à l'amélioration de la qualité des soins pour réduire les décès maternels et infantiles

Conclusion



Les résultats démontrés dans ce rapport démontrent l'effort de l'OMS pour amener le Gabon vers l'atteinte de la couverture sanitaire universelle et de la résilience de son système de santé.

La réforme du système de santé reste un défi majeur malgré la disponibilité de la stratégie, du plan, et un début encore faible de la mise en œuvre.

Il revient à l'OMS de continuer à orienter et soutenir le pays afin que cette vision de voir le Gabon mettre en œuvre les soins de santé primaires à travers la santé communautaire soit effective.

Cependant, dans un environnement de mobilisation de ressources très difficile, et une crise financière mondiale, l'OMS doit jouer sur son leadership pour parvenir à coordonner les partenaires du ministère de la santé afin que les ressources soient désormais mutualisées, éviter les duplications d'actions, et atteindre efficacement les résultats pour le bonheur de la population gabonaise.



Etudes de cas d'impact

Vers une Santé Inclusive : L'Impact de l'Approche Communautaire dans 14 Départements Sanitaires au Gabon



Focus groupe pour identifier les problèmes et besoins des communautés du département de Lolo-Bouengué au

Au Gabon, la prédominance des soins curatifs tertiaires a longtemps entravé l'atteinte de la couverture sanitaire universelle. Malgré une couverture de 76% par l'assurance maladie universelle, le pays fait face à des défis majeurs : 80% des organes de gestion des départements sanitaires sont non opérationnels, les approches communautaires sont sous-développées, et les inégalités d'accès aux services de santé persistent, surtout en zones rurales.

Les maladies transmissibles et non transmissibles restent des causes majeures de morbidité et de mortalité. Pour répondre à ces défis, le Gabon a lancé une réforme ambitieuse visant à intégrer l'approche communautaire dans son système de santé. La Stratégie d'Appui Opérationnelle (SAO) de l'OMS a été mise en place pour mobiliser les acteurs locaux et impliquer les communautés dans la gestion de leur santé.

Cette stratégie a permis de rediriger 70% des ressources de l'OMS vers le niveau opérationnel, renforçant ainsi les soins de santé primaires et favorisant la santé communautaire.

Sous le leadership de l'OMS, une analyse a identifié 14 départements sanitaires prioritaires pour la phase pilote de la SAO. Des diagnostics communautaires participatifs ont été réalisés pour identifier les problèmes de santé prioritaires, suivis par l'élaboration de plans opérationnels adaptés.

Des mécanismes de suivi-évaluation ont été mis en place pour mesurer les progrès.

Les actions entreprises ont permis de prendre en compte les besoins spécifiques des groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Un plan opérationnel consolidé a été élaboré, et l'OMS a fourni le matériel, les médicaments et les consommables médicaux nécessaires. Des comités de santé et des équipes cadres ont été mis en place au niveau départemental et régional.

La réforme du système de santé gabonais, orientée vers une intégration accrue de l'approche communautaire, est une initiative cruciale pour améliorer l'accès équitable aux soins de santé primaires. En impliquant activement les communautés, le Gabon peut espérer atteindre ses objectifs de couverture sanitaire universelle et offrir des services de santé de qualité à toutes ses populations, notamment les plus marginalisées.

À court terme, la mise en œuvre de la SAO a permis la présence d'agents de santé communautaires opérationnels dans les 14 départements, améliorant ainsi la qualité et la disponibilité des services de santé. La base épidémiologique de Libreville Owendo a été renforcée avec un véhicule tout-terrain pour le transport des échantillons.

Ces actions ont également renforcé le leadership de l'OMS auprès des autres partenaires techniques et financiers, tels que l'UNICEF, l'UNFPA et l'ONUSIDA, qui ont aligné leurs plans de travail sur la SAO.

L'expérience a révélé l'importance de l'implication des communautés dès les premières étapes de l'intervention. Les défis liés à l'accès aux soins ont mis en lumière la nécessité d'une collaboration avec d'autres secteurs. Les interventions doivent être adaptées aux contextes locaux, en tenant compte des spécificités culturelles et géographiques.

Pour maximiser l'impact, il est nécessaire de renforcer la formation des agents de santé communautaires, d'étendre les services aux populations vulnérables, d'améliorer l'approvisionnement en médicaments et d'intégrer les technologies numériques. La participation des femmes dans les comités de santé doit également être augmentée.



Révolutionner la Santé au Gabon : **L'Impact Transformateur du DHIS2**



Jusqu'en 2023, le système d'information sanitaire du Gabon était caractérisé par une organisation défaillante et une faible performance. L'absence d'un mécanisme centralisé de collecte et de validation des données en temps réel entraînait des incohérences, des retards et une fiabilité limitée des informations sanitaires. Les outils utilisés étaient obsolètes et fragmentés, et l'absence d'une direction centrale entravait la coordination et la prise de décision en santé publique.

Pour remédier à cette situation, le gouvernement gabonais a promulgué la Loi n°004/2022, établissant les fondements juridiques de la réforme du Système National d'Information Sanitaire (SNIS). Grâce au plaidoyer actif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), une direction dédiée au SNIS a été mise en place. Cette entité, soutenue par des partenaires techniques et financiers tels que le Fonds Mondial, l'UNICEF, l'UNFPA, CDC Africa, et l'Institut national de la statistique, a élaboré le Plan stratégique 2024-2028. Ce plan prévoit l'adoption du logiciel DHIS2 comme outil principal pour moderniser la gestion des données sanitaires.

Le DHIS2 a été officiellement lancé en décembre 2024, lors d'une cérémonie en présence du Premier ministre Raymond NDONG SIMA, de membres du gouvernement, du représentant de l'OMS au Gabon, Dr Magaran Monzon BAGAYOKO, et des partenaires. Ce système vise à centraliser la collecte, la gestion et l'analyse des données sanitaires, afin de renforcer la prise de décision fondée sur des données fiables.

L'OMS a joué un rôle crucial dans la révision des outils de collecte, la mise en place des organes de coordination (comité technique national et comité de pilotage), et la configuration des métadonnées. Des formations ont été dispensées à 112 utilisateurs finaux et 35 membres du comité technique national DHIS2, portant sur le paramétrage et la gestion des serveurs. Le Gabon dispose désormais de deux serveurs en ligne, d'un serveur physique, de 96 ordinateurs portables, de 122 modems, et de 192 indicateurs intégrés dans le DHIS2.

Trente (30 jours) après le lancement, les premiers résultats sont prometteurs : le taux de complétude des rapports est passé de 60 % à 85 %, et le délai moyen de transmission a été réduit de 30 à 15 jours. À long terme, le DHIS2 permettra une centralisation des données fiables en temps réel, facilitant une allocation plus efficace des ressources et une meilleure identification des zones et groupes vulnérables. Son intégration dans le cadre réglementaire national garantit la pérennité du système.

Malgré ces avancées, des défis persistent, notamment le manque d'infrastructures numériques, le déficit de compétences techniques et une certaine résistance au changement. Pour y faire face, des solutions ont été mises en œuvre : renforcement des infrastructures TIC, formations ciblées et amélioration de la coordination intersectorielle. L'expérience a également souligné l'importance de l'implication communautaire et de l'adaptation des interventions aux réalités locales.

En somme, le déploiement du DHIS2 marque une étape décisive dans la transformation du système de santé gabonais, en posant les bases d'une gouvernance sanitaire plus efficace et durable, au bénéfice de l'ensemble de la population, notamment les plus vulnérables.

Les données collectées permettront d'identifier les zones et groupes vulnérables, et l'intégration du DHIS2 dans le cadre réglementaire garantit la durabilité du système.

Les défis incluent l'insuffisance des infrastructures TIC, le manque de compétences numériques, et la résistance au changement. Pour surmonter ces obstacles, des solutions techniques ont été mises en place, telles que le renforcement des infrastructures TIC, des formations spécifiques, et une meilleure coordination intersectorielle. L'expérience a souligné l'importance de l'implication des communautés et de l'adaptation des interventions aux contextes locaux.

Il ressort que le déploiement du DHIS2 au Gabon marque un tournant dans la gestion des données sanitaires, posant les bases d'une transformation durable du système de santé. En centralisant les données et en améliorant la prise de décision, le DHIS2 promet de renforcer le système de santé gabonais et d'améliorer la vie des populations, notamment les plus vulnérables.

Vers une Peau Saine : Le Combat du Gabon Contre les Produits Éclaircissants contenant du Mercure



L'utilisation de produits cosmétiques contenant du mercure pour l'éclaircissement de la peau est un problème de santé publique majeur en Afrique, y compris au Gabon. Ces produits entraînent des conséquences graves telles que des troubles neurologiques et des insuffisances rénales. La mise en œuvre est assurée par le Ministère de la Santé et l'ANMAPS, en collaboration avec le Ministère de l'Environnement et d'autres parties prenantes.

Le Comité Technique National (CTNEPCEP) supervise les efforts pour interdire la fabrication, l'importation, l'exportation et l'utilisation de ces produits.

Le projet a renforcé la réglementation nationale avec plusieurs arrêtés interdisant les produits contenant du mercure. Des campagnes de sensibilisation ont été menées dans plusieurs provinces, touchant plus de 2 millions de personnes. Des ateliers ont été organisés pour informer les professionnels de la santé, les commerçants et les autorités locales sur les dangers de ces produits. Le personnel de laboratoire de l'ANMAPS a été formé aux techniques d'échantillonnage et d'analyse du mercure. 218 échantillons de produits cosmétiques ont été analysés, révélant deux produits contenant du mercure, qui ont été retirés du marché.

Une enquête CAP a montré que 30% de la population pratique la dépigmentation, avec une méconnaissance des risques sanitaires. Le projet a conduit à une interdiction effective des produits contenant du mercure, avec une sensibilisation accrue des populations et des professionnels. La réglementation stricte et les actions de surveillance ont réduit la disponibilité de ces produits sur le marché. À long terme, ces efforts contribueront à améliorer la santé publique et à protéger l'environnement.

Le Gabon a surmonté les défis d'un cadre législatif peu explicite et de capacités techniques limitées pour éliminer avec succès les cosmétiques contenant du mercure grâce à une synergie d'action entre les parties prenantes et des campagnes de sensibilisation efficaces. Cette réussite a renforcé la protection de la santé publique et de l'environnement, nécessitant désormais la création d'une base de données sur les cosmétiques dangereux et un suivi rigoureux de la réglementation pour maintenir ces progrès et servir de modèle à d'autres pays.

Santé pour tous : Engagement Communautaire contre le VIH à Libreville



Le traitement antirétroviral est essentiel pour la survie des personnes vivant avec le **VIH (PVVIH)**. Cependant, au Gabon, la couverture antirétrovirale n'a pas dépassé 60% depuis plus de six ans, et la charge virale indétectable reste en dessous de 40%. Le système de santé est fortement Hospital-centré, avec une prise en charge communautaire encore embryonnaire. Pour améliorer cette situation, **l'OMS/Gabon** a soutenu le Programme National de Lutte contre les Infections Sexuellement Transmissibles et le **VIH/SIDA (PNLIST/VIH-SIDA)** en organisant une campagne de sensibilisation et de prise en charge de proximité dans trois districts de Libreville-Owendo.

Cette campagne visait à sensibiliser les populations, dépister le VIH, mettre immédiatement sous traitement les personnes dépistées positives, et promouvoir la prévention.

Ainsi, la campagne, menée sur quatre jours, a inclus des activités de sensibilisation, de dépistage volontaire et gratuit, de distribution de préservatifs, de consultations médicales gratuites, et de prélèvements pour des examens de CD4 et de charge virale. L'OMS a fourni des ressources essentielles, telles que des bons d'examen, des médicaments, et du matériel de sensibilisation. A travers cette campagne, 1692 personnes ont été sensibilisées, 5064 préservatifs distribués, 1163 personnes diagnostiquées, et 44 personnes dépistées positives et mises sous traitement ARV. Elle a également permis de retrouver et de remettre dans le circuit de prise en charge 220 PVVIH perdues de vue. La couverture antirétrovirale est passée de 59% à 76% en 2024, montrant un retour massif des PVVIH dans le circuit thérapeutique.

Cette expérience a démontré l'adhésion des populations à la prise en charge communautaire du VIH, mais le principal défi reste la mobilisation des ressources nécessaires pour pérenniser cette approche. La réussite de cette campagne a conduit le ministère de la Santé à généraliser cette stratégie dans les 10 provinces du pays.

La campagne de prise en charge de proximité à Libreville a marqué un tournant dans la lutte contre le VIH au Gabon.

En impliquant activement les communautés et en fournissant des soins de proximité, le Gabon a fait un pas significatif vers l'amélioration des indicateurs thérapeutiques du VIH et la réalisation des objectifs de santé publique.

REMERCIEMENTS DES PARTENAIRES ET DONATEURS



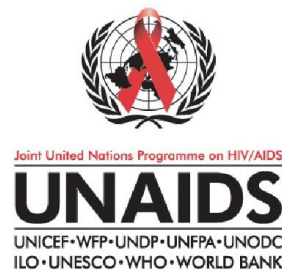
Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



United Nations
MPTF Office
Partners Gateway



EU International
Partnerships
Academy



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Norad



Government Offices of Sweden
Ministry for Foreign Affairs



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

Bloomberg
Philanthropies

BILL & MELINDA
GATES foundation



MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS
OF DENMARK

sanofi aventis



Federal Foreign Office

Organisation Mondiale De La Santé
Bureau De La Représentation Au Gabon
Complexe Des Nations Unies.

Immeuble La Perla, Bâtiment B-141
Impasse Pascal Nze Bie, Pont De Gué-Gué
B.p. 820 Libreville - République Gabonaise
Tel : (241) 011 44 62 67

Courrier Électronique : Afgawco@Who.int

www.who.int

